

LE RISQUE D'UNE NOUVELLE BARBARIE

Par Renaud Girard

Malgré sa faible létalité, le Covid-19 nous pose toujours un problème grave : cette pathologie respiratoire est très contagieuse ; elle crée, dans 5% des cas, des suffocations, qui peuvent entraîner une saturation des services hospitaliers de soins intensifs et de réanimation. En attendant le vaccin, nous devons donc conserver nos « gestes barrières », voire porter des masques dans les lieux clos.

Mais à la menace de voir notre système hospitalier débordé, vient s'ajouter un autre risque : celui d'une nouvelle barbarie dans la manière dont nous regardons nos anciens. Nous n'utilisons plus le beau mot de vieillards, en raison de notre addiction linguistique aux euphémismes.

Dans un éditorial du Figaro du 25 août 2003, intitulé Barbarie française et écrit pendant la canicule estivale qui tua 15 000 personnes en deux semaines, j'avais déjà pointé du doigt la dérive d'une société individualiste et égoïste, où de nombreuses familles avaient abandonné leurs parents dans la solitude, tant la priorité était pour elles de profiter sans contrainte des plages et des boîtes de nuit. Or certaines scènes que nous voyons aujourd'hui relèvent de la même barbarie.

Le 12 avril, la télévision belge RTL Info diffusait un effrayant reportage sur l'EHPAD du Jardin des Plantes, dans le 5ème arrondissement de Paris. On y voyait des personnes âgées séquestrées dans leur chambre, abandonnées et privées des soins les plus élémentaires. Dans les maisons de retraite, où les visites des familles sont interdites, la dureté du confinement risque de provoquer davantage de morts (du fait du manque de soins et de contacts sociaux) que le Covid-19. La civilisation occidentale individualiste a tort de se croire moralement supérieure aux civilisations africaines et orientales, où il ne viendrait à l'idée de personne d'abandonner ses parents âgés à la solitude.

Chez nous, les règles de confinement ont pendant plusieurs semaines interdit à des milliers de Français de se rendre à des enterrements ou au chevet de leurs proches mourants, qui ont rendu leur dernier soupir dans la plus affreuse solitude. Dans son roman *L'Étranger*, Albert Camus montrait que l'homme qui ne pleure pas à l'enterrement de sa mère se rend suspect à toute la collectivité. Dans notre nouvelle société, égoïste et obsédée par son « principe » de précaution, l'inversion des valeurs est telle que le suspect est désormais celui qui accomplit les plus anciens rites humains : assister les mourants ; veiller, puis enterrer les morts. Le sort de l'Antigone de Sophocle, condamnée pour avoir enterré son frère, ne nous paraît plus si étranger.

Fort heureusement, Emmanuel Macron a pris conscience de ce problème. Il a décidé d'autoriser les visites aux patients en fin de vie et même les visites en EPHAD, sous certaines conditions. De même, en annonçant la fin du confinement le 11 mai, le Président de la République a pris une décision courageuse, allant à l'encontre de l'avis de l'INSERM et du Comité scientifique, qui souhaitaient un confinement prolongé sans prendre en compte ses risques économiques, sociaux et psychologiques. Comme l'écrit l'historien Marc Bloch dans son livre *L'Étrange défaite*, où il analyse les causes du désastre français de 1940, le chef est pleinement le chef lorsqu'il refuse « de capituler devant les techniciens. » Macron a eu raison de refuser d'interdire de sortie les personnes âgées. N'infantilisons pas les citoyens français. Ils sont tout à fait capables de s'imposer un auto-confinement, lorsque nécessaire. Il peut y avoir de la barbarie dans le systématisme d'une administration.

Emmanuel Macron devra aussi surmonter bien des égoïsmes, soutenus parfois par certains syndicats, s'il veut remettre au travail une population française désormais droguée au confinement. Pourquoi tant de bureaux de La Poste sont-ils fermés ? Qu'ils réduisent leurs horaires est compréhensible, mais leur fermeture pure et simple ne correspond nullement à ce qu'on est en droit d'attendre d'un service public. Là encore, on retrouve Marc Bloch qui raconte avoir vu des femmes ne pas pouvoir rentrer chez elles en mai 1940, car «de peur d'infliger quelques heures d'un travail supplémentaire à leurs employés, les gares avaient préféré fermer. » Chez Amazon, des employés ont obtenu de la justice que les entrepôts soient fermés jusqu'au 22 avril au motif d'une « mise en danger de la vie d'autrui », sans même se soucier des PME et des logisticiens qui risquaient de faire faillite.

Certains enseignants se mobilisent pour exiger que la reprise des classes n'ait lieu qu'en septembre. Faut-il rappeler qu'en 1944, malgré les combats et les bombes, les examens du baccalauréat ont quand même eu lieu en Normandie ? Heureusement pour les malades, les soignants n'ont pas eux aussi invoqué leur « droit » au confinement !